



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-septième session

Colombo (Sri Lanka)

31 janvier - 2 février 2024 et 19-22 février 2024

Prospective stratégique pour la région Asie et Pacifique

Résumé

À la suite des appels lancés par le Comité de l'agriculture à sa 28^e session et par d'autres organes directeurs, la FAO réalise actuellement des exercices de prospective aux fins de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Cette note d'information présente dans les grandes lignes les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale en faveur de systèmes agroalimentaires durables et résilients, qui se déroule actuellement en Asie et dans le Pacifique, et incite les membres et les autres parties prenantes de la région à participer davantage à la prospective stratégique pour étayer les processus décisionnels.

Dans la région, des difficultés subsistent mais il existe aussi des possibilités à court et moyen termes au sein des systèmes agroalimentaires. Dans le cadre conceptuel et méthodologique établi par le récent rapport phare de la FAO intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (résumé en français: *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*), des experts régionaux analysent certains moteurs prioritaires (forces motrices) des systèmes agroalimentaires afin de déceler des signes suggérant les évolutions possibles, de déterminer différents scénarios envisageables et de définir des domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», et des solutions stratégiques pour activer ces derniers.

La diversité des schémas d'évolution démographique, de croissance économique et d'urbanisation dans les différentes sous-régions laisse à penser que d'importantes migrations intrarégionales et interrégionales pourraient avoir lieu à l'avenir, ce qui aurait des incidences sur les systèmes agroalimentaires, tant dans les pays d'origine que dans ceux de destination. Dans le même temps, le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles et des écosystèmes, notamment des océans, mettent en lumière les nouveaux compromis qu'il convient d'opérer entre croissance économique rapide et équité intergénérationnelle. Sur le plan de la demande, la prévalence grandissante de l'obésité dans la région indique que les résultats futurs des systèmes agroalimentaires pourraient varier en fonction des modes de consommation prédominants.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Si les investissements publics continuent d'être négligés, il sera moins probable que les approches novatrices en matière de production se matérialisent mais il se pourrait, en revanche, que les écarts relatifs au revenu par habitant, à l'épargne et au potentiel d'investissement accentuent encore plus les disparités entre pays du point de vue de l'intensité capitaliste de l'agriculture. En parallèle, l'apparition de pratiques agroécologiques qui privilégient le capital humain sur le capital physique, ainsi que d'autres approches novatrices, pourrait être le signe avant-coureur d'un éventuel changement de modèle dans les pratiques agricoles. À l'échelle mondiale, les conflits en cours tels que les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient mettent en lumière le compromis nécessaire entre l'efficacité (qui repose sur la spécialisation) et la résilience (qui découle de la diversification des activités et des sources de revenu). Ce compromis est particulièrement important pour les pays de la région qui sont de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires.

L'exercice de prospective régionale s'appuie sur quatre scénarios mondiaux à long terme présentés dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, afin d'exposer des perspectives nuancées en fonction de la situation régionale. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires à l'avenir, la FAO a défini quatre «déclencheurs de transformation», sur lesquels doivent reposer des stratégies, des politiques et des changements de comportement appropriés: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices.

Les résultats préliminaires de l'exercice de prospective régionale ont fait apparaître des éléments qui viennent nuancer ces déclencheurs, et qu'il convient de préciser au niveau national pour les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les pays à revenu intermédiaire se trouvent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario «course à l'abîme» présenté dans *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale souhaitera peut-être:

- a. saluer les réalisations de la FAO dans le domaine de la prospective stratégique, notamment la publication de sa série phare intitulée *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture* et les exercices de prospective régionale, ainsi que toutes les activités de prospective sectorielle;
- b. reconnaître qu'il importe que l'Organisation renforce ses travaux de prospective stratégique à tous les niveaux en consolidant son réseau de prospective;
- c. encourager les membres à participer activement aux exercices de prospective régionale afin que ces processus soient le reflet des spécificités et des enjeux régionaux et à tirer parti des activités de prospective menées par la FAO dans le cadre de l'élaboration de politiques;
- d. donner des indications concernant la définition des moteurs et des déclencheurs prioritaires pour la région et les sous-régions;
- e. encourager la FAO à faire en sorte que les analyses qualitative et quantitative et la modélisation soient complémentaires aux fins de la prospective;
- f. encourager l'Organisation à participer activement aux exercices organisés au sein du système des Nations Unies, notamment dans le cadre du réseau Futures Lab, de la communauté de pratique en matière de prospective, du Sommet de l'avenir, des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le

développement durable, et à recourir aux activités de prospective en vue concrétiser les *quatre améliorations* et les objectifs de développement durable (ODD);

- g. prendre note du fait que les indications données par les conférences régionales et issues des exercices de prospective régionale menés ultérieurement viendront étayer la révision du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

I. Les défis à court et à long termes pour les pays de la région

1. La crise financière qui a suivi l'année 2008, l'épidémie de covid-19 et les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient témoignent avec force des nombreux défis auxquels les pays doivent faire face: tensions géopolitiques et géoéconomiques, décisions unilatérales, crises économiques, inégalités croissantes, dégradation des écosystèmes et changement climatique. Ces facteurs sont de nature à inciter les pays à favoriser l'efficacité à court terme au détriment de la résilience à long terme, du recours à leurs propres processus de production et de la relocalisation. Ces répercussions pèseront lourdement sur les flux d'échanges commerciaux et d'investissements. Il faudra sans doute reconsidérer le modèle sur lequel s'est appuyé le développement économique de la région Asie et Pacifique, porté par la mondialisation au cours des 50 dernières années.
2. Le fait de réévaluer les chaînes de valeur mondiales pour réduire leur dépendance vis-à-vis des éléments externes pourrait modifier les prix relatifs des biens au niveau national, y compris des denrées alimentaires et des facteurs de production, tandis que les conflits géopolitiques risquent d'accroître le coût du service de la dette extérieure et de l'importation de produits alimentaires et d'intrants agricoles.
3. Depuis 2022, les réserves de devises étrangères des pays à revenu faible ou intermédiaire ont chuté de manière notable, tandis que la hausse des taux de change s'est répercutée sur les prix des denrées alimentaires, notamment dans les pays importateurs, ce qui a plongé une partie de la population dans une situation de détresse. Dans ce contexte, on pourrait assister à des troubles politiques et sociaux et voir réapparaître des différends autrefois résolus. En outre, les problèmes liés à un endettement prolongé pourraient creuser davantage les écarts entre les pays à revenu faible ou intermédiaire et les pays à revenu élevé. Dans la région, les petites économies sont particulièrement exposées au surendettement¹ et subissent déjà les effets des changements de la politique monétaire mondiale et de l'évolution des taux d'intérêt.
4. La transition vers la durabilité et la résilience est d'autant plus difficile et urgente qu'il existe, entre les sous-régions, des disparités ayant trait à la croissance démographique et à l'urbanisation, aux migrations externes et à la dépendance accrue à l'égard de l'envoi de fonds, notamment dans les îles du Pacifique et en Asie du Sud, et à la dégradation des ressources naturelles, y compris les habitats océaniques.
5. Pour parvenir à la durabilité, la décarbonation des économies pourrait nécessiter des investissements considérables. Parallèlement, des revendications visant à faire valoir les droits des travailleurs pourraient conduire à la hausse du coût de la main-d'œuvre, tandis que le vieillissement de la population aurait pour effet de réduire la main-d'œuvre disponible. Ces tendances laissent présager une accélération de la robotisation et de l'automatisation, ce qui aurait des répercussions structurelles

¹ La liste des pays en situation de surendettement établie par le Fonds monétaire international, arrêtée au 30 novembre 2023, peut être consultée à l'adresse <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>.

importantes et modifierait la répartition des revenus en raison de la diminution de la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) et de l'augmentation de la part des bénéfices.

6. Devant ces enjeux, il est essentiel de renoncer à une vision à court terme au profit d'une approche plus stratégique à long terme.

II. Contexte de l'exercice de prospective stratégique régionale

7. À la suite des appels lancés par le Comité de l'agriculture² à sa 28^e session en faveur d'un renforcement des capacités et des activités relatives à la prospective stratégique, la FAO mène actuellement des exercices de prospective aux fins de la transformation des systèmes agroalimentaires à tous les niveaux. Dans cet effort, l'Organisation s'appuie sur le cadre conceptuel et méthodologique établi dans son récent rapport phare, intitulé *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Moteurs et déclencheurs de transformation*³, qui fait fond sur l'exercice de prospective stratégique mené par la FAO pour la période 2020-2022. Cette approche souligne la complémentarité entre prospective qualitative et prospective quantitative; c'est pourquoi la FAO renforce ses capacités en matière d'analyse quantitative et de modélisation afin d'aider les membres à mieux anticiper les scénarios futurs dans le cadre de la prise de décisions stratégiques.

8. Dans ce contexte, le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et les autres bureaux régionaux de la FAO participent à un exercice de prospective régionale sur l'avenir des systèmes agroalimentaires, avec le soutien du réseau de prospective de l'Organisation, qui comprend plusieurs bureaux et divisions.

9. L'exercice vise à: i) mettre au point des visions et des actions stratégiques aux niveaux régional et sous-régional pour amener les systèmes agroalimentaires vers la durabilité et la résilience; ii) enrichir les évaluations communes et les cadres de programmation par pays et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière d'exercices de prospective stratégique à tous les niveaux.

10. Il fournit aussi une évaluation fine des dynamiques régionales qui sont à l'œuvre entre les systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux (**figure 1**), grâce à un processus analytique en plusieurs étapes qui prend en compte les éléments suivants:

- a. les **principaux moteurs** (forces motrices) des systèmes agroalimentaires;
- b. les **signaux faibles** des scénarios possibles⁴;
- c. les **scénarios** possibles pour l'avenir fondés sur les signaux faibles;
- d. les **déclencheurs de transformation** – domaines d'action prioritaires susceptibles de transformer les systèmes agroalimentaires;
- e. les **solutions stratégiques et les politiques** permettant d'activer les principaux déclencheurs de transformation.

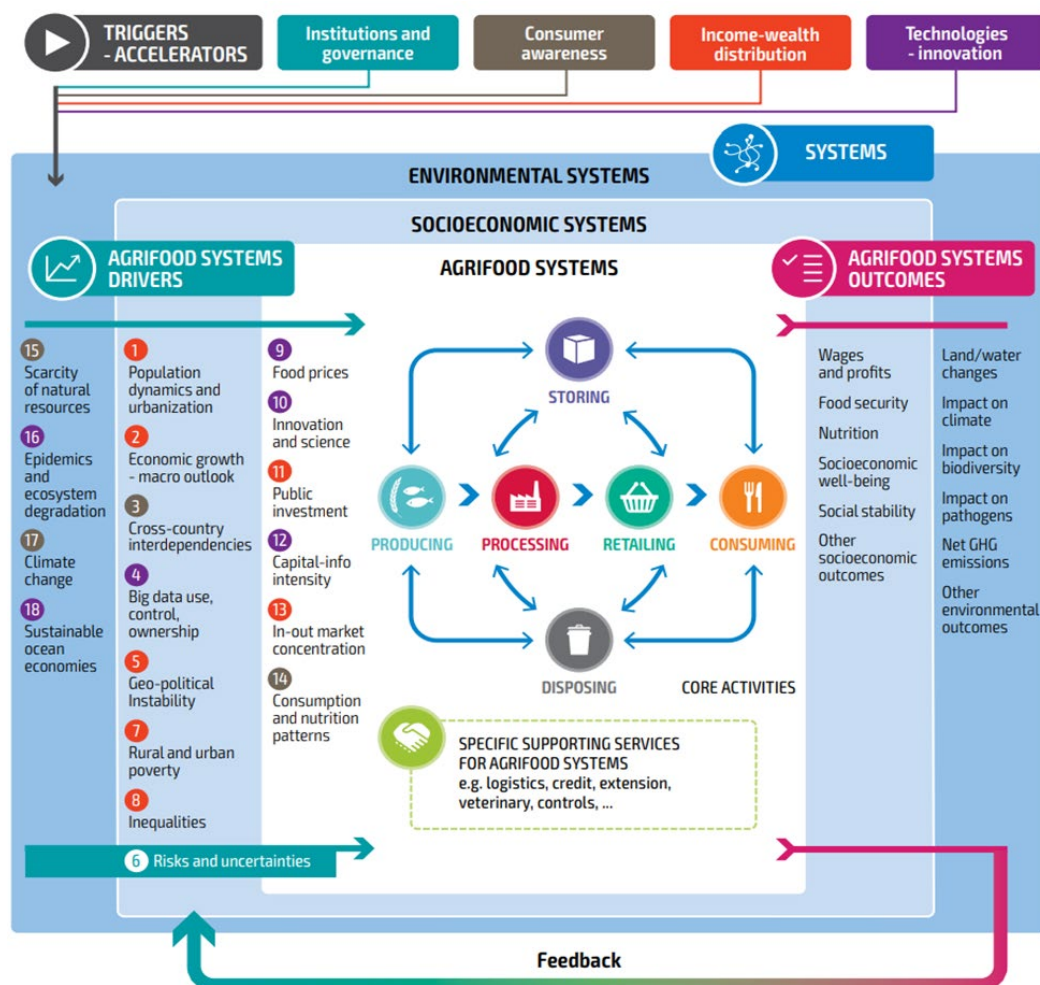
11. La présente note d'information expose les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de l'exercice de prospective régionale et invite les membres et les autres parties prenantes régionales à s'engager davantage sur la voie de la prospective stratégique.

² <https://www.fao.org/3/nj008fr/nj008fr.pdf>.

³ <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais).

⁴ Dans les études prospectives, l'expression «signaux faibles», empruntée aux systèmes d'alerte rapide stratégique, fait référence à des événements qui pourraient prendre de l'ampleur et être déterminants pour l'avenir, ou bien s'amenuiser et devenir négligeables.

Figure 1. Systèmes agroalimentaires: principaux moteurs, activités, effets et déclencheurs de transformation



Note: Les systèmes agroalimentaires (fond blanc au centre) s'inscrivent dans le contexte plus large des systèmes socioéconomiques et environnementaux (fonds bleu ciel et bleu foncé). Les moteurs (partie gauche du graphique) influencent les résultats des systèmes agroalimentaires (partie droite). Les déclencheurs de transformation (en haut) influent sur les systèmes agroalimentaires en raison de leurs incidences sur certains moteurs.

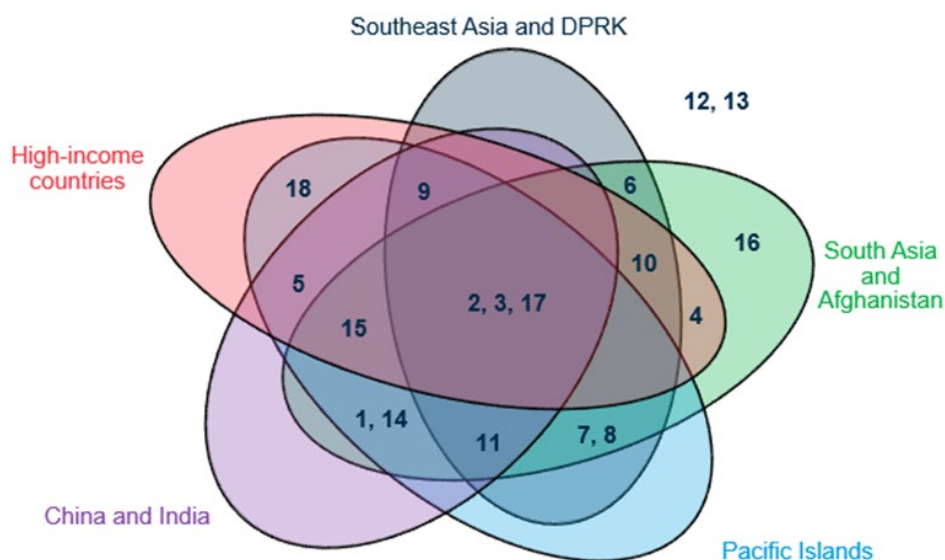
Source: FAO. 2022. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais), Rome, sur la base du modèle F4F <https://foresight4food.net/food-systems-model/> (en anglais).

III. Moteurs des systèmes agroalimentaires dans la région

12. À l'issue de différentes consultations et à partir des 18 moteurs mondiaux des systèmes agroalimentaires, étudiés dans le cadre du rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*⁵, les experts régionaux ont défini des moteurs prioritaires pour chaque sous-région (**figure 2**)⁶:

⁵ <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf> (en anglais).

⁶ Dans le cadre de l'exercice de prospective régionale, les analyses concernant la région Asie et Pacifique sont effectuées au niveau sous-régional, les six sous-régions prises en compte étant les suivantes: Asie du Sud, Asie du Sud-Est, îles du Pacifique, pays à revenu élevé, Chine et Inde. La Chine et l'Inde ont été isolées en raison de leur taille et de leurs spécificités. La liste des pays inclus dans les agrégats sous-régionaux est disponible dans la documentation figurant dans le tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture* (<https://www.fao.org/global-perspectives-studies/fofa-dtt-dashboard/en/> [en anglais]).

Figure 2. Moteurs prioritaires des systèmes agroalimentaires pour chaque sous-région

1. Dynamique démographique et urbanisation	10. Innovation et science
2. Croissance économique et perspectives macroéconomiques	11. Investissements publics dans les systèmes agroalimentaires
3. Relations d'interdépendance entre pays	12. Intensité capitaliste et informationnelle des processus de production
4. Production de mégadonnées, contrôle et utilisation de celles-ci, et droits de propriété y afférents	13. Concentration des marchés des intrants et des extrants
5. Instabilité géopolitique et augmentation du nombre de conflits	14. Modes de consommation et de nutrition
6. Incertitudes	15. Pénurie et dégradation des ressources naturelles
7. Pauvreté rurale et pauvreté urbaine	16. Épidémies et dégradation des écosystèmes
8. Inégalités	17. Changement climatique
9. Prix des produits alimentaires	18. «Économies océaniques durables»

Notes: Chaque cercle représente une sous-région; les numéros renvoient aux moteurs énumérés ci-dessus.

Source: FAO. 2023. *Regional Foresight Report for Asia and the Pacific*. Projet. Non publié.

13. Un simple coup d'œil sur le diagramme suffit à constater que les moteurs: croissance économique et perspectives macroéconomiques (2), relations d'interdépendance entre pays (3) et changement climatique (17) sont communs à toutes les sous-régions. Par ailleurs, des points communs et des différences apparaissent entre les sous-régions. Ainsi, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique affichent des caractéristiques communes comme la pauvreté rurale et la pauvreté urbaine (7), les inégalités (8) et les investissements publics dans les systèmes agroalimentaires (11). En revanche, les experts se sont accordés à dire que les prix des produits alimentaires (9), l'instabilité géopolitique et l'augmentation du nombre de conflits (5), ainsi que la pénurie et la dégradation des ressources naturelles (15), constituaient des moteurs clés communs aux pays à revenu élevé, à la Chine et à l'Inde. En effet, les pays à revenu faible ou intermédiaire sont préoccupés par la question de l'accessibilité et de la disponibilité des denrées alimentaires, tandis que les pays à revenu élevé et les pays de plus grande taille s'inquiètent surtout de la stabilité alimentaire.

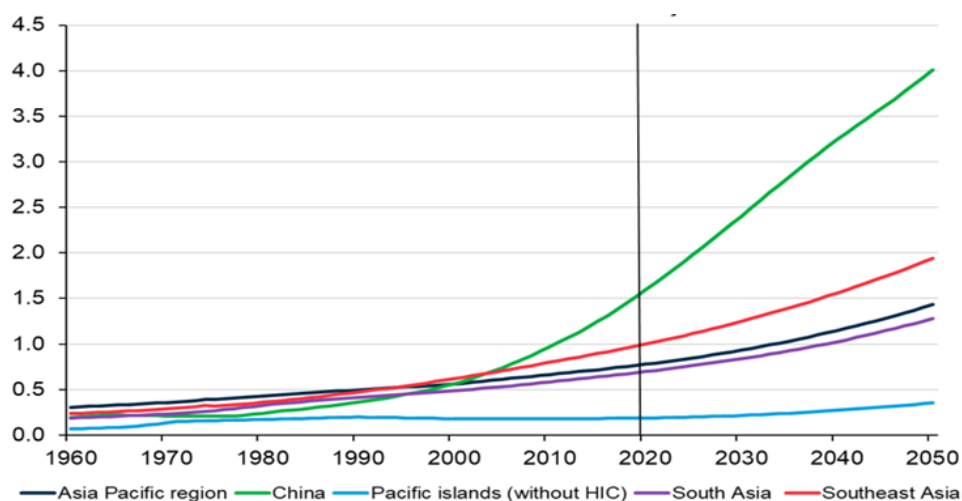
IV. Moteurs clés et signaux faibles connexes

14. Des analyses quantitatives des principaux moteurs ont été réalisées à l'aide du tableau de bord interactif des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, dans le but de compléter les avis des experts et de déterminer les «signaux faibles» des scénarios possibles⁷. Les principaux résultats préliminaires concernant la région sont synthétisés ci-après⁸.

Dynamique démographique, croissance économique et pauvreté

15. Au cours des dernières décennies, en Chine et dans certains pays d'Asie du Sud-Est, le rapport entre population urbaine et population rurale a connu une forte progression (**figure 3**). Parallèlement, la grande disparité des taux de croissance démographique entre les sous-régions modifie la structure de la population, dont le vieillissement est beaucoup plus rapide dans les pays à revenu élevé et en Chine que dans les autres sous-régions. Dans le même temps, toutes les sous-régions ont enregistré une croissance économique rapide, quoiqu'à des rythmes très différents, à l'exception des îles du Pacifique, dont le PIB par habitant a même chuté (**figure 4**).

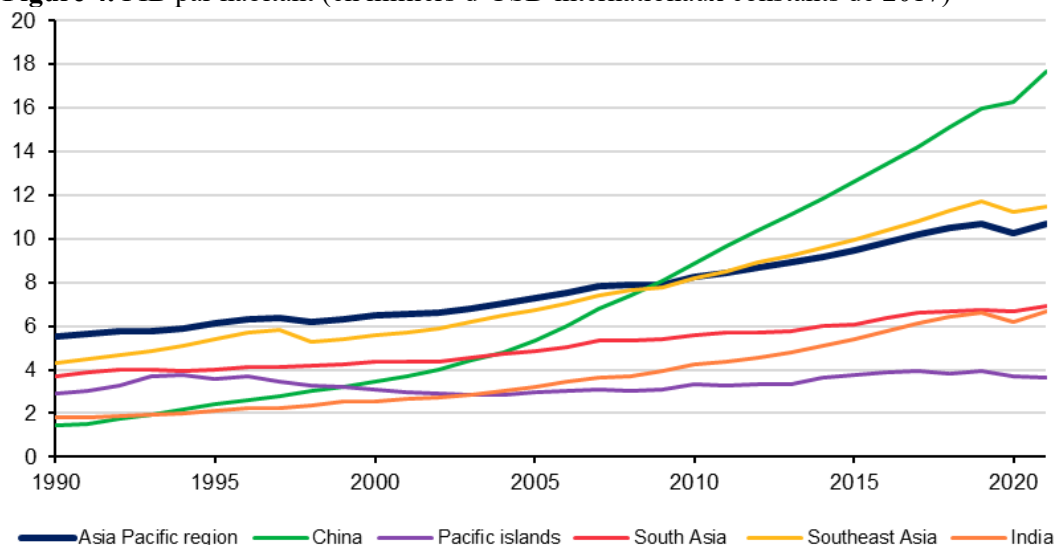
Figure 3. Rapport entre population urbaine et population rurale: données antérieures (1960-2019) et projections (2020-2050)



Source: Page d'accueil des données de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies (ONU). <https://www.un.org/development/desa/pd/data-landing-page> (en anglais); consultée par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*: <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

⁷ <https://www.fao.org/global-perspectives-studies/fofa-dtt-dashboard/en/> (en anglais).

⁸ Cette note d'information reprend un certain nombre d'analyses préliminaires concernant les moteurs. Les analyses seront disponibles en intégralité dans le rapport de prospective régionale, qui est en cours d'élaboration dans le cadre de l'exercice de prospective régionale.

Figure 4. PIB par habitant (en milliers d'USD internationaux constants de 2017)

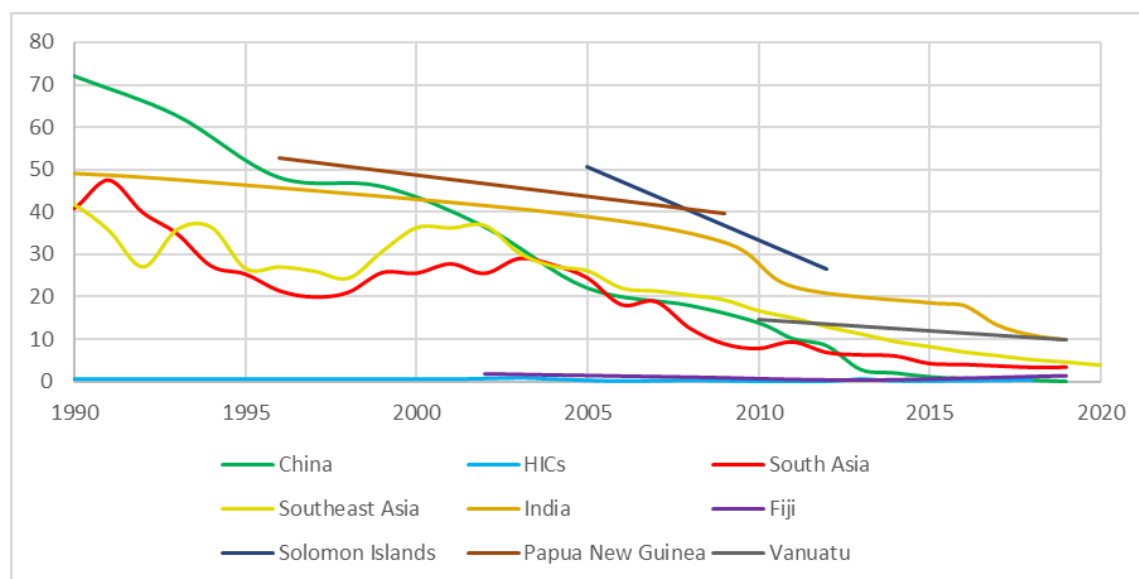
Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas pris en compte, car ils représentent un ordre de grandeur différent.

Source: Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde.

<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>; consultés par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.

<https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

16. Cette dynamique est allée de pair avec une baisse considérable de l'extrême pauvreté dans l'ensemble des sous-régions. Si certaines sous-régions ont pratiquement réussi à éliminer ce fléau, d'autres comptent encore une part importante de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté (figure 5).

Figure 5. Indice numérique de pauvreté à 2,15 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 (pourcentage de la population)

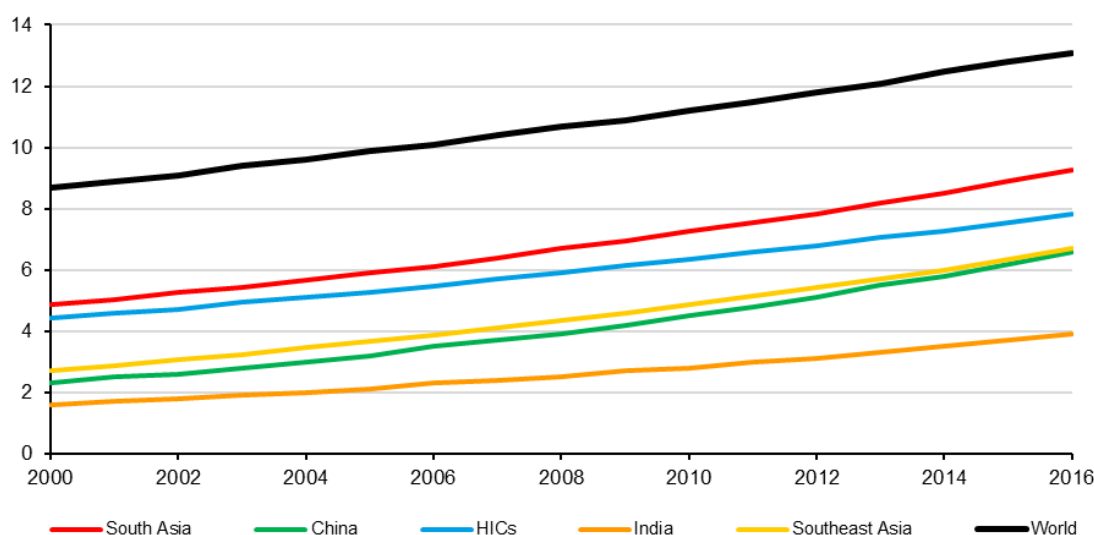
Note: Les agrégats sous-régionaux figurant sur le graphique de dispersion représentent des moyennes glissantes sur cinq ans, établies à partir des données disponibles pour un nombre limité de pays et d'années. Pour les îles du Pacifique, seules des données désagrégées concernant certains pays sont fournies en raison du nombre insuffisant et de l'éparpillement des informations disponibles.

Source: Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde.

<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>; consultés par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*.
<https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

17. Si l'extrême pauvreté s'est considérablement réduite, les modes de nutrition soulèvent quelques inquiétudes. Dans la région, la prévalence de l'obésité chez les adultes progresse partout, notamment en Asie du Sud (essentiellement en raison de l'Iran et du Pakistan), bien qu'elle demeure nettement inférieure à la moyenne mondiale (**figure 6**), à l'exception évidente des îles du Pacifique, où les taux d'obésité se situent entre 40 et 60 pour cent. Les pays à revenu élevé de la région, qui se trouvent en moyenne bien en deçà des autres pays à revenu élevé (en particulier ceux d'Amérique du Nord, où le taux d'obésité s'établit entre 30 et 35 pour cent), présentent une dichotomie: d'une part, le Japon et la République de Corée, où la prévalence de l'obésité est inférieure à 5 pour cent, et, d'autre part, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui affichent des tendances et des niveaux similaires à ceux de l'Amérique du Nord. La Chine et l'Asie du Sud-Est semblent se rapprocher rapidement des pays à revenu élevé, tandis que l'Inde présente un taux d'obésité nettement inférieur.

Figure 6. Prévalence (en pourcentage) de l'obésité chez la population adulte (>18 ans)



Note: La prévalence de l'obésité dans les îles du Pacifique ne figure pas sur le graphique, compte tenu du fait que son ordre de grandeur diffère de celui du reste de la région.

Source: FAOSTAT, consulté par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

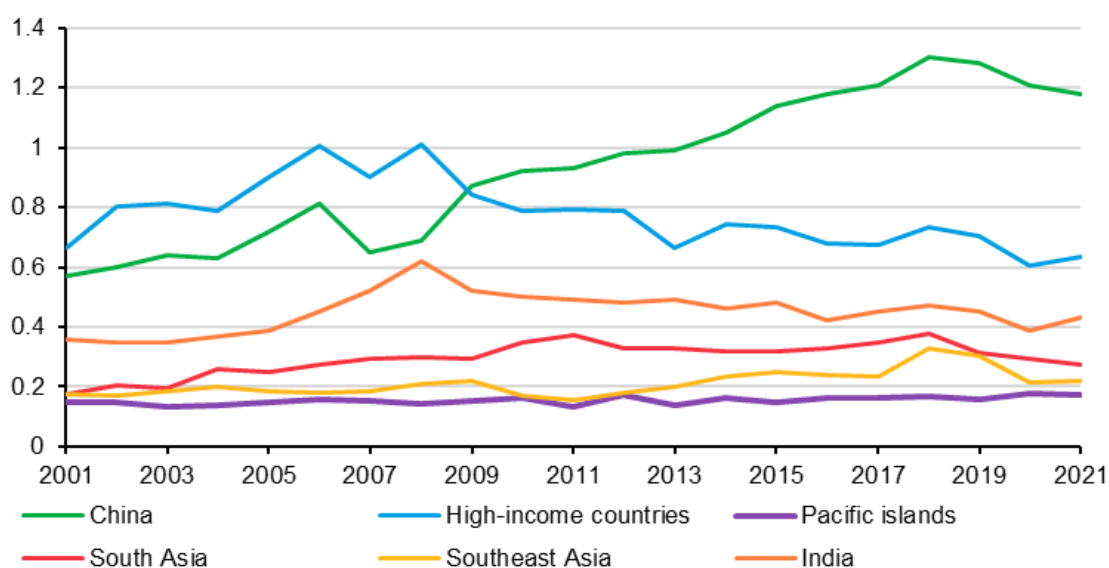
18. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Si le ralentissement de la croissance démographique peut être le signe d'une éventuelle stabilisation, des écarts subsistent entre les sous-régions et reflètent des schémas de vieillissement différents, ce qui pourrait entraîner des répercussions sur les migrations d'une sous-région à l'autre et les migrations extérieures, sachant qu'il faut satisfaire la demande de main-d'œuvre dans les pays dont le vieillissement est rapide, comme les pays à revenu élevé et la Chine. En outre, si le rythme de l'urbanisation en Chine devance celui des autres sous-régions, de forts phénomènes d'urbanisation pourraient se produire. Si, en revanche, il ne s'agit que d'un schéma particulier, différents types de rapports entre les zones rurales et les zones urbaines pourraient se faire jour à l'avenir. En ce qui concerne la nutrition, et notamment l'obésité, on observe dans les différentes sous-régions que d'autres schémas sont possibles, sans être nécessairement conditionnés par les niveaux de revenus (le Japon et l'Australie illustrent parfaitement ce contraste). Suivant les modes

d'alimentation qui prévaudront à l'avenir, dans les grands pays comme la Chine, la mise en place de systèmes agroalimentaires durables pourrait s'avérer très difficile. En outre, les fortes disparités observées entre les sous-régions en matière de PIB par habitant pourraient laisser entrevoir des inégalités intrarégionales qui seront susceptibles à l'avenir d'entraîner de nouvelles migrations, de réduire le potentiel d'épargne et d'investissement, de créer des asymétries en matière de capital et d'accroître les dépendances géostratégiques.

Investissements publics et intensité capitaliste dans le secteur agricole

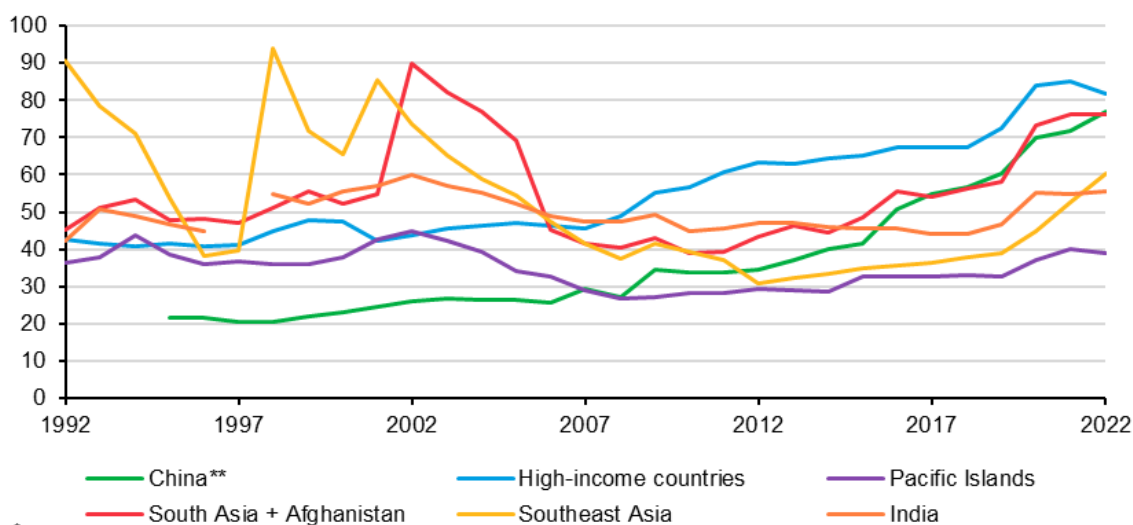
19. Dans l'ensemble de la région, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture sont faibles par rapport à celles engagées dans d'autres secteurs. Si l'on exclut la Chine, l'indice d'orientation agricole – part des dépenses publiques par rapport à celle de la valeur ajoutée qu'apporte l'agriculture – est inférieur à 1 (**figure 7**).

Figure 7. Indice d'orientation de l'agriculture concernant les dépenses publiques



Source: FAOSTAT, consulté par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

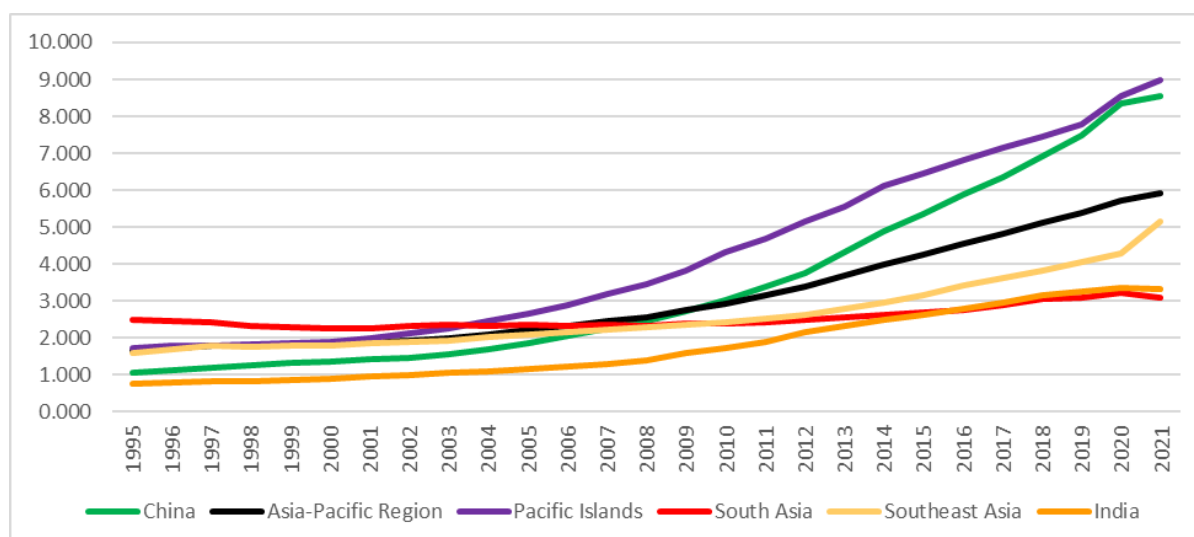
20. Les pays d'Asie du Sud, la Chine et les pays à revenu élevé ont tendance à affirmer que leur capacité à affecter des ressources au secteur agricole est restreinte en raison des niveaux d'endettement élevés et croissants (**figure 8**).

Figure 8. Endettement du gouvernement central (en pourcentage du PIB)

Notes: Moyenne des pays pour lesquels des données sont disponibles. **Endettement des pouvoirs publics en Chine.

Source: Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/WEOWORLD>.

21. Malgré de faibles dépenses publiques, la productivité des terres et de la main-d'œuvre agricoles a progressé dans certaines sous-régions grâce à un recours accru aux machines (**figure 9**) et aux intrants intermédiaires. Associés à une utilisation extensive des terres, ces efforts ont stimulé la production et permis de répondre à la demande croissante. En revanche, l'emploi dans le secteur agricole est resté globalement stable voire a diminué à certaines endroits, malgré la croissance démographique, réduisant ainsi la part de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture.

Figure 9. Capital agricole par travailleur (en milliers d'USD constants de 2015)

Note: Les pays à revenu élevé ne sont pas pris en compte, car ils représentent un ordre de grandeur différent, allant de 51 200 USD par travailleur en 1995 à 78 900 USD en 2021. Sur ce graphique, les îles du Pacifique comprennent uniquement les Fidji, les Îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Tonga et le Vanuatu.

Source: FAOSTAT, consulté par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

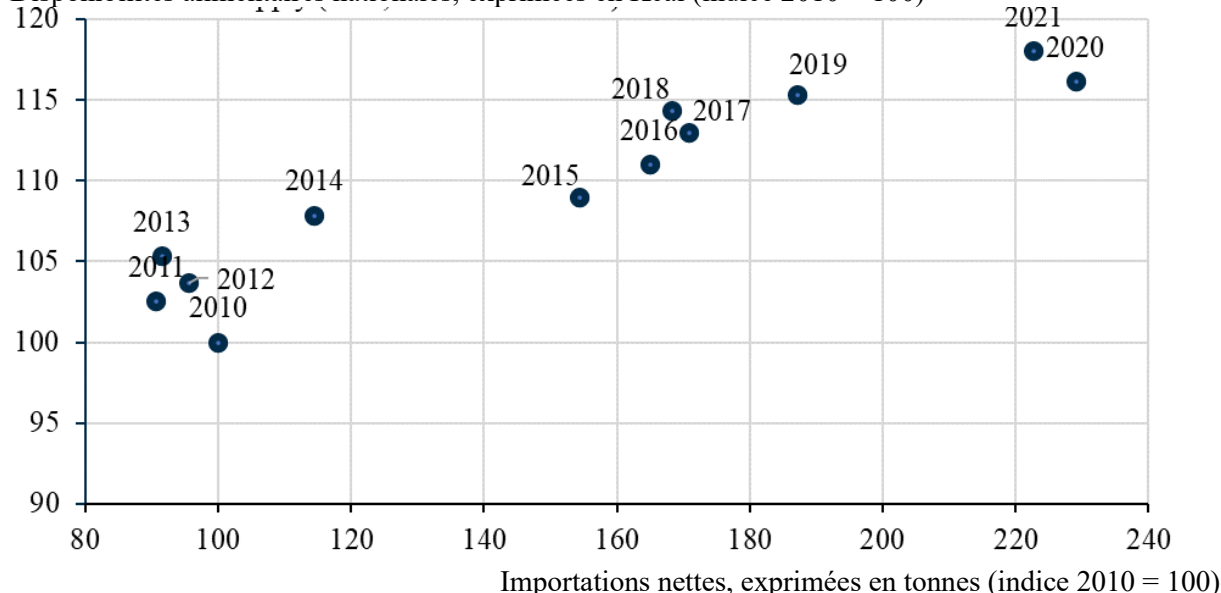
22. **Signaux faibles des scénarios possibles.** Le décalage entre l'évolution des investissements publics et celle des investissements privés dans l'agriculture a entraîné d'importantes disparités structurelles d'une sous-région à l'autre. Si les investissements publics continuent de se faire attendre dans la plupart des sous-régions, il est peu probable que des méthodes de production novatrices voient le jour. En outre, les différences intrarégionales en ce qui concerne le revenu par habitant, l'épargne et le potentiel d'investissement risquent de renforcer la dichotomie entre les pays ayant une agriculture à forte intensité capitaliste et ceux où l'intensité capitaliste est faible. Toutefois, l'émergence de pratiques agroécologiques qui privilégient le capital humain sur le capital physique, ainsi que d'autres approches novatrices, pourrait être le signe d'un possible changement de modèle.

Relations d'interdépendance entre pays, dégradation des ressources et changement climatique

23. Les relations d'interdépendance entre pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, se sont intensifiées au cours des dernières décennies pour de nombreuses raisons, notamment les migrations intrarégionales et interrégionales (par exemple des îles du Pacifique vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie dans le cadre d'accords de mobilité de la main-d'œuvre saisonnière, ou des pays d'Asie du Sud vers les pays du Golfe), les investissements étrangers, le commerce de denrées alimentaires et de matières premières et le changement climatique. La hausse des importations alimentaires nettes des pays a largement dépassé celle des disponibilités alimentaires (**figure 10**). Pour certains pays, le recours au commerce de denrées alimentaires a constitué une stratégie viable, mais pour d'autres, celle-ci s'est inscrite dans un contexte d'épuisement important des ressources naturelles (**figure 11**). De manière générale, les pays les plus riches épuisent davantage de ressources par habitant et contribuent fortement au changement climatique. Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant dans la région sont largement supérieures à la moyenne mondiale (**figure 12**).

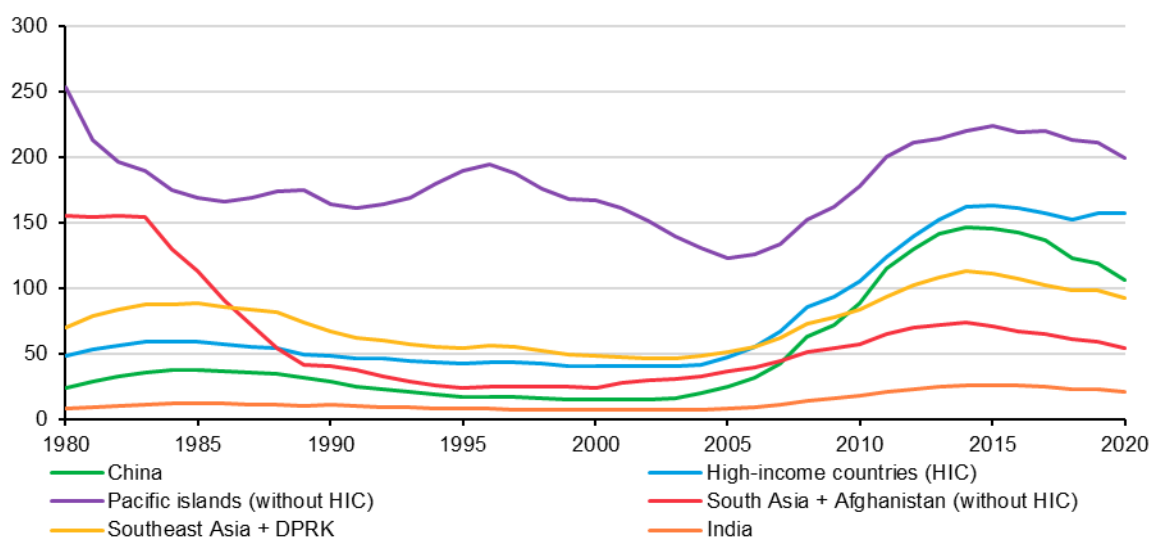
Figure 10. Dépendance à l'égard des importations en ce qui concerne les disponibilités alimentaires nationales dans la région (2010-2021)

Disponibilités alimentaires nationales, exprimées en Kcal (indice 2010 = 100)



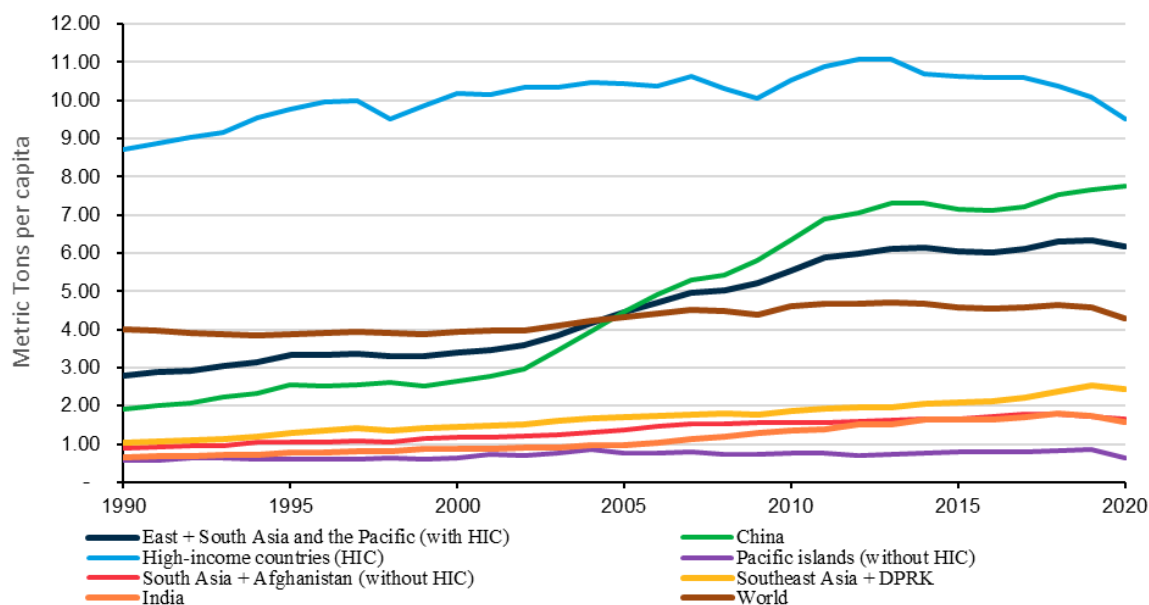
Notes: Les disponibilités alimentaires nationales correspondent à la quantité totale de denrées alimentaires disponibles dans un pays. L'indice se réfère à un sous-ensemble homogène de produits de base dans tous les pays et pour toutes les années. Les importations nettes se réfèrent au même sous-ensemble, commerce intrarégional inclus, c'est-à-dire qu'elles comprennent les échanges entre deux pays de la même région.

Source: FAOSTAT. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FBSH>.

Figure 11. Épuisement des ressources par habitant (en USD constants de 2015)

Notes: Les valeurs indiquent des moyennes mobiles sur 10 ans.

Source: Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde, consultés par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*: <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

Figure 12. Émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant dans tous les secteurs de l'économie

Notes: Les gaz à effet de serre autres que le CO₂ sont exclus.

Source: Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde, consultés par l'intermédiaire du tableau de bord des données relatives au rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*: <https://foodandagricultureorganization.shinyapps.io/FOFA-DASHBOARD/>.

24. **Signaux faibles des scénarios possibles.** La dépendance croissante à l'égard du commerce de produits alimentaires peut exposer les pays à une instabilité géopolitique susceptible de perturber les chaînes d'approvisionnement. Si les pays se détournent de plus en plus des avantages offerts par les importations de produits alimentaires et préfèrent réduire les risques liés à l'instabilité extérieure, alors les modèles commerciaux établis pourraient être revus. Faute d'une meilleure gouvernance des rapports régionaux et mondiaux, le fait d'être fortement tributaire du commerce de denrées

alimentaires risque de nuire à l'élaboration de politiques axées sur la durabilité à long terme et de favoriser les intérêts commerciaux à court terme. En outre, les phénomènes climatiques extrêmes, la hausse des températures due au changement climatique et la dégradation des écosystèmes océaniques pourraient accentuer la concurrence concernant des ressources déjà fragilisées. Il n'en reste pas moins que l'on pourrait voir émerger, à tous les niveaux, des visions stratégiques visant à coordonner les mesures de politique générale face à des menaces existentielles de longue durée telles que le changement climatique, avec le soutien de mouvements de la société civile déjà très actifs.

V. Scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

25. L'exercice de prospective régionale s'articule autour des quatre scénarios mondiaux établis par la FAO pour l'avenir des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux, qui fournissent des descriptifs plus nuancés des perspectives envisageables afin de faire ressortir les principales spécificités régionales⁹. Les quatre descriptifs relatifs à l'exercice de prospective régionale, qui présentent une vision rétrospective et se veulent représentatifs d'un ensemble presque infini d'avenirs possibles, sont résumés ci-après (**tableau 1**).

Tableau 1. Descriptifs des scénarios possibles concernant l'avenir des systèmes agroalimentaires

<p>Rien ne change. Le fait de réagir aux crises par l'improvisation juste pour éviter un effondrement systémique a entraîné un amoindrissement de la durabilité des systèmes agroalimentaires et de mauvaises conditions de vie pour un grand nombre de personnes. Dans ce scénario, la région n'a connu qu'une croissance économique très limitée, en raison du caractère non durable de ses systèmes de production. Les écarts économiques avec les pays à revenu élevé se sont creusés et l'absence de politiques inclusives a accru les inégalités et les tensions sociales. La pauvreté des populations rurales et des personnes ayant fait l'objet d'une urbanisation forcée s'est accentuée. La gestion de la chaîne de valeur s'est progressivement tournée vers l'exportation et les supermarchés urbains, au détriment des petits exploitants. Si la production gourmande en ressources a montré ses limites, les intérêts commerciaux à court terme ont continué à dominer la prise de décisions, contrecarrant ainsi les initiatives en faveur de la durabilité. La récurrence de phénomènes climatiques extrêmes a perturbé la production végétale, renforcé la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et augmenté les prix de ces dernières. La région est restée vulnérable face aux marchés, au changement climatique et aux chocs sanitaires, car les services écologiques ont été évalués de manière inadéquate et les petits producteurs n'ont pas eu la possibilité de diversifier leurs moyens de subsistance. Des défaillances systémiques étaient donc à prévoir à la moitié du siècle, faute d'un changement systémique des politiques.</p>
<p>Avenir ajusté. Des mesures ont été prises tardivement en faveur de la durabilité pour tenter de réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). Des améliorations en matière de bien-être ont été obtenues, mais en l'absence d'une durabilité et d'une résilience globales, les chances que celles-ci puissent être maintenues sur la durée ont été compromises. Dans ce scénario, les décideurs politiques ont renforcé les mesures de protection sociale destinées aux groupes marginalisés, mais la palette de mesures incitatives et de réglementations visant à ralentir le rythme d'épuisement des ressources naturelles n'a guère eu d'effet. Quant aux efforts déployés pour accroître la productivité des terres et garantir une alimentation saine et abordable, ils se sont avérés impossibles à mettre en œuvre de manière durable. Les activités de promotion menées par la société civile en faveur de régimes alimentaires moins gourmands en ressources ont eu, elles aussi, un effet limité. Les prix ont poursuivi leur hausse à moyen et à long termes en raison de la dégradation des ressources naturelles. Ainsi, bien que des pratiques agroécologiques se soient développées à quelques endroits, le modèle agricole dominant est demeuré celui de la monoculture classique axée sur les marchés extérieurs, la durabilité n'étant envisagée qu'a posteriori. La région n'a donc pas réussi à emprunter un parcours durable et résilient</p>

⁹ Dans ce contexte, l'expression «long terme» renvoie à la période allant de 2030 à 2100.

sur le plan écologique, et reste vulnérable aux chocs extérieurs et à la dégradation de l'environnement.

Course à l'abîme. Des décisions très mal inspirées ont donné lieu à la concrétisation du pire scénario possible pour le monde après l'effondrement de pans entiers des systèmes socioéconomiques, environnementaux et agroalimentaires, avec des conséquences quasiment irréversibles pour un très grand nombre de personnes et d'écosystèmes. Dans ce scénario, le déséquilibre des chaînes de valeur a exacerbé la détresse des petits exploitants, tandis que les entreprises agroalimentaires se sont enrichies en terres et ont gagné en influence. Le chômage en milieu rural a engendré des migrations du désespoir et des tensions sociales. Parallèlement, les effets accentués du changement climatique ont porté préjudice à l'agriculture, causé la destruction des infrastructures et entraîné des déplacements massifs de populations en provenance des mégapoles situées en basse altitude et menacées par la hausse du niveau de la mer. Après des décennies marquées par des politiques de défiscalisation avantageant les élites, la plupart des gouvernements se sont retrouvés dans une situation financière fragile, tandis que les dépenses engagées dans le domaine militaire et les catastrophes récurrentes ont fait grimper les coûts de manière vertigineuse. La région a dû faire face à des déficits vivriers toujours plus importants et à une pauvreté massive. Certaines tensions géopolitiques latentes ont été ravivées, lorsque les responsables politiques ont tenté de détourner l'attention des conditions sociales qui se dégradaient peu à peu. La région est ainsi tombée dans un cercle vicieux, caractérisé par des crises écologiques, une polarisation sociale, des conflits et une paralysie politique qui ont causé l'effondrement des systèmes agroalimentaires, socioéconomiques et environnementaux.

Choix de la durabilité. Grâce à la sensibilisation, à l'éducation, à l'engagement social et à la participation des populations, de nouvelles relations de pouvoir ont vu le jour. Il est devenu communément admis que la croissance à court terme du PIB et de la consommation finale devait être mise en retrait au profit d'investissements publics et privés considérables en vue de parvenir à une durabilité et à une résilience systémiques. Dans ce scénario, les gouvernements, sous l'impulsion de la société civile, ont entrepris des réformes politiques intégrées visant à accroître la durabilité écologique et la résilience des systèmes agroalimentaires, en s'appuyant sur un ensemble de réglementations et de mesures de soutien assorties de modalités de transformation clairement définies. Tout en préservant les acquis en matière de réduction de la pauvreté, les pays et les populations les plus riches ont accepté de payer des prix plus élevés reflétant le «coût complet» des denrées alimentaires, en guise de contribution à la durabilité. Ayant adopté très tôt ces mesures, la région est devenue un chef de file mondial en matière de durabilité des systèmes agroalimentaires et a pu tirer profit des retombées positives sur le plan de la santé: allongement de la durée de vie, hausse de la productivité et allègement de la charge liée aux soins de santé publique. En conséquence, à la moitié du siècle, la majorité des pays de la région ont atteint des niveaux de bien-être élevés.

VI. Déclencheurs de transformation, options stratégiques et arbitrages

Déclencheurs de transformation et options stratégiques

26. Pour favoriser la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires, la FAO a défini quatre domaines prioritaires mondiaux, ou «déclencheurs de transformation», sur lesquels doivent reposer des stratégies, des politiques et des changements de comportement appropriés: i) institutions et gouvernance; ii) sensibilisation des consommateurs (citoyens); iii) répartition des revenus et des richesses; et iv) technologies et approches novatrices (**figure 1**, partie supérieure). Grâce à leur potentiel de transformation, ces déclencheurs devraient influencer sur l'ensemble des systèmes agroalimentaires. En fonction de leur activation ou de leur désactivation, l'avenir pourrait ressembler à l'un des quatre scénarios de référence présentés dans le **tableau 2**, tandis que les *quatre améliorations*

auxquelles aspire la FAO – *améliorations de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie* – pourraient se concrétiser ou ne plus être d'actualité (**figure 13**).

Tableau 2. Déclencheurs de transformation dans d'autres scénarios

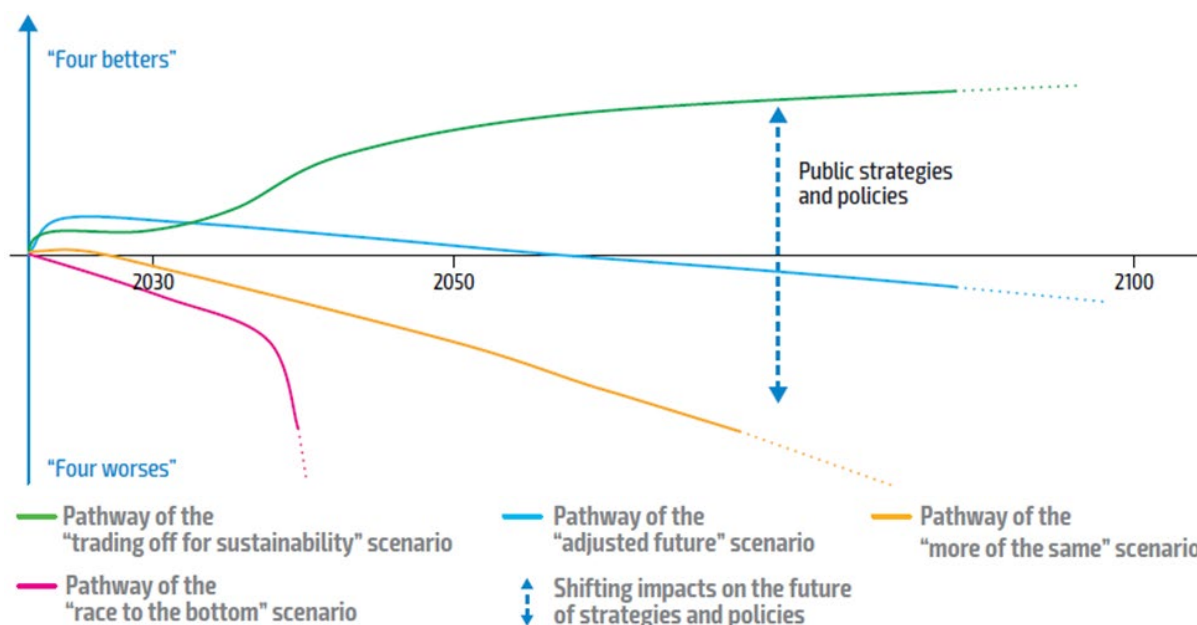
	Institutions et gouvernance	Sensibilisation des consommateurs (citoyens)	Répartition des revenus et des richesses	Technologies et approches novatrices
Rien ne change	Mauvaise gouvernance des questions mondiales; confusion des rôles entre le secteur public et le secteur privé	Des approches parcellaires adoptées par quelques groupes n'ont qu'un effet limité, voire inexistant, sur la transformation	Les inégalités, la faim, l'extrême pauvreté ne sont pas traitées; il existe des disparités entre les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible	Selon le modèle actuel (technologie à grande échelle et à faible coefficient de main-d'œuvre) CC 2100: 3+
Avenir ajusté	Mise en œuvre partielle du Programme 2030; des organismes privés remplissent des fonctions publiques	Des groupes de pression fragmentés se concentrent sur le bien-être de certaines couches de la société ou de certains pays à faible revenu	Actions volontaristes visant à lutter contre les situations les plus graves; faiblesse des systèmes fiscaux	Principalement selon le modèle actuel; survie de la petite agriculture CC 2100: 3-
Course à l'abîme	Vision à court terme, affaiblissement des règles, collusion entre les pouvoirs publics et les élites	Le blanchiment écologique et le blanchiment social induisent les consommateurs en erreur; aucun système n'accorde d'importance aux citoyens	Pas de taxe, pas de service – «sociétés stratifiées»; pauvreté accentuée dans les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire	Domination des économies extractives fondées sur des ressources épuisables CC 2100: 4+
Choix de la durabilité	Gouvernance mondiale des phénomènes planétaires; répartition des pouvoirs; rôles clairement définis	Les consommateurs renoncent à la consommation finale pour investir dans la transformation; les pays à revenu élevé concèdent de l'espace aux pays à revenu faible en ce qui	Système fiscal performant, prise en compte de nouveaux paramètres en matière de bien-être; moins de fuites économiques pour les pays à revenu faible	Domination des stratégies efficaces en faveur de l'économie circulaire CC 2100: 2-

concerne
l'utilisation des
ressources

Note: «CC2100: 3+» signifie que le scénario est compatible avec une augmentation supérieure à 3 degrés Celsius (°C) de la température moyenne mondiale par rapport à la période préindustrielle d'ici à 2100, en raison du changement climatique. Par analogie, 3-, 4+ et 2- correspondent respectivement à une baisse de 3 °C, à une hausse de 4 °C et à une baisse de 2 °C.

Source: D'après FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

Figure 13. Scénarios, stratégies publiques et politiques au service de la transformation



Source: FAO. 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

27. Des consultations régionales d'experts ont permis de tirer des conclusions préliminaires quant aux nuances régionales qui caractérisent ces déclencheurs et restent à affiner au niveau national dans les pays à revenu élevé et ceux à revenu faible ou intermédiaire¹⁰.

- a. **Institutions et gouvernance.** La gouvernance devrait contribuer de manière décisive à façonner l'avenir des systèmes agroalimentaires dans la région. Il est essentiel pour des pays comme le Bangladesh, le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao et le Népal de parvenir à un équilibre entre une croissance économique rapide et les impératifs de la durabilité environnementale, tout en tenant compte des conséquences à long terme de leurs décisions. Pour cela, les options stratégiques sont les suivantes: convertir les directives volontaires en une législation applicable; établir des règles commerciales pour protéger les pays qui se montrent coopératifs en adoptant des règles sociales et environnementales plus strictes; instaurer des objectifs en matière d'émissions et fixer des compensations; et investir dans le capital humain pour améliorer les compétences dans le domaine de la négociation.
- b. **Sensibilisation des consommateurs (citoyens).** Les solutions de transformation possibles consistent à tirer parti de la sensibilisation des consommateurs pour les amener à adopter des régimes alimentaires moins riches en protéines animales et à réduire leur consommation de

¹⁰ Les options stratégiques, les politiques et les investissements permettant d'activer ces déclencheurs au niveau mondial sont présentés à la troisième partie du document FAO, 2022. *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation*. Rome. <https://www.fao.org/3/cc0959en/cc0959en.pdf>.

viande bovine dans les pays à revenu élevé et en Chine; à privilégier la volaille au lieu de la viande rouge dans les pays à revenu faible ou intermédiaire; à investir au niveau mondial dans la certification et l'étiquetage; à empêcher ou à dissuader les entreprises de se livrer à un «blanchiment social ou écologique» trompeur; et à investir dans l'éducation afin de promouvoir l'esprit critique et la citoyenneté active.

- c. **Répartition des revenus et des richesses.** Parmi les grandes priorités figurent l'acheminement des ressources financières vers les petits exploitants, la gestion de l'incidence des flux migratoires sur la cohésion sociale et la répartition des revenus au regard de la diversité des évolutions démographiques observées dans les sous-régions, et la prise en compte des répercussions de ces flux migratoires sur la répartition des revenus au sein des pays et d'un pays à l'autre. En outre, si les prix doivent traduire le «coût complet» des denrées alimentaires, la seule façon d'assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition à l'avenir est de mieux répartir les revenus. Au nombre des options stratégiques possibles, on compte les actions suivantes: investir dans des activités qui permettent de préserver et de redistribuer une grande partie de la valeur ajoutée dans les pays à revenu faible ou intermédiaire; surveiller et interrompre les flux financiers illicites (cible 16.4 des ODD), qui ponctionnent la valeur ajoutée des pays à revenu faible ou intermédiaire; établir des systèmes fiscaux équitables et fournir des biens publics essentiels.
- d. **Technologies et approches novatrices.** Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, investir dans des activités de recherche-développement aux niveaux national et local en faveur de technologies novatrices (conservation, précision intégrée, agriculture biologique et biotechnologies) et adopter des approches systémiques (agroforesterie, agroécologie et bioéconomie circulaire)¹¹ pourrait permettre de réduire considérablement les coûts environnementaux, de renforcer la résilience, d'empêcher l'importation de technologies obsolètes «de seconde main» et de réduire la fuite de revenus imputable à l'expatriation des bénéficiaires et au paiement de redevances à des étrangers.
- Il est essentiel d'intégrer la gouvernance, l'innovation, la technologie et le financement pour relever ces défis aux multiples facettes. Dans certaines sous-régions comme l'Asie du Sud-Est et les pays à revenu élevé, il se peut qu'après des décennies de forte croissance économique, une certaine inertie des pouvoirs publics se soit installée, que les visions à long terme se soient affaiblies, que les intérêts commerciaux aient pris le dessus et que les objectifs à court terme aient été considérés comme prioritaires. Ces pays sont peut-être ceux qui ont le plus à gagner d'une nouvelle orientation stratégique et porteuse de transformation.

Arbitrages et modèles de transformation

28. Dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires, il est préférable d'opter pour des solutions qui bénéficient à toutes les parties. Toutefois, il faudra très certainement trouver les justes arbitrages entre des objectifs susceptibles d'être contradictoires, comme il est souvent ressorti des consultations d'experts relatives à l'exercice de prospective régionale. Il s'agit, par exemple, de pouvoir concilier la réduction des émissions de gaz à effet de serre visant à atténuer le changement climatique et la réalisation d'autres cibles clés des ODD comme l'éradication de la faim, conformément au scénario «choix de la durabilité». Les actions qui doivent permettre de trouver un équilibre et d'opérer les bons arbitrages seront sans doute prises en compte dans les initiatives menées à tous les niveaux, comme l'indique la feuille de route mondiale de la FAO visant à atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5°C (**encadré 1**).

¹¹ «La bioéconomie repose sur la production, l'utilisation, la conservation et la régénération des ressources biologiques, y compris les connaissances, la science, la technologie et les innovations connexes, en vue de fournir des solutions durables [...]». FAO. 2023. *Bioeconomy for sustainable food and agriculture* Rome. <https://www.fao.org/3/cc6905en/cc6905en.pdf>.

Encadré 1. Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1,5°C: une feuille de route mondiale

La feuille de route mondiale de la FAO¹² visant à éradiquer la faim sans dépasser le seuil de réchauffement climatique fixé à 1,5°C comprend un processus s'étalant sur trois ans, dont le point de départ est la 28^e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), qui a été organisée en 2023 et pendant laquelle une vision globale des limites rencontrées par les systèmes agroalimentaires actuels et un diagnostic de ce qui n'a pas fonctionné jusqu'à présent en matière de transformation des systèmes agroalimentaires ont été présentés. Puis, la vision globale, qui suppose des théories et des pratiques de changement à l'échelle mondiale, évolue pour aboutir à la définition des actions requises au niveau régional et des solutions liées aux coûts et au financement (grâce à la modélisation quantitative), qui seront débattues lors de la COP29. Le rapport se conclut par l'établissement de plans d'action nationaux et de mécanismes de financement et de suivi au niveau national, d'ici à la COP30. La feuille de route porte également sur la manière d'intégrer l'assistance technique dans les stratégies tout en favorisant des plans d'investissement durables.

La feuille de route mondiale présente 120 actions, réparties dans 10 domaines et assorties de 20 jalons mondiaux permettant de suivre les progrès accomplis en ce sens. Ensemble, ces actions dessinent un chemin cohérent, qui part de la situation actuelle et s'oriente rapidement vers une trajectoire semblable au scénario «avenir ajusté» présenté dans le rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*, puis accélère la transformation pour se rapprocher du scénario «choix de la durabilité». En 2024, la feuille de route mondiale sera adaptée au contexte régional sur la base des travaux menés dans le cadre de l'exercice de prospective régionale¹³.

29. Tout au long de leur parcours de développement, les pays à revenu intermédiaire se situent à la croisée des chemins. Ils peuvent suivre le modèle de développement non durable adopté par les pays à revenu élevé, et ainsi contribuer fortement à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation du changement climatique et à l'apparition d'inégalités incontrôlables, comme dans le scénario de référence «course à l'abîme» du rapport sur *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*. Ils peuvent aussi, à l'inverse, adopter des modèles de développement novateurs ouvrant des perspectives d'avenir plus durables, conformément au scénario «choix de la durabilité», surtout si les pays à revenu élevé montrent le bon exemple.

30. Si les gouvernements nationaux jouent un rôle essentiel, qui consiste à faire évoluer les systèmes agroalimentaires vers la durabilité, leurs efforts ne sauraient être isolés étant donné le caractère supranational des défis à relever, notamment les conflits internationaux, la gouvernance de la finance mondiale, le commerce et les sociétés multinationales, le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'épuisement des ressources. Ces questions soulignent toute la nécessité de renforcer la coopération et l'appui au niveau international.

¹² <https://www.fao.org/3/cc9113en/cc9113en.pdf> (en anglais).

Pour en savoir plus, consultez la page suivante: <https://www.fao.org/interactive/sdg2-roadmap/en/> (en anglais).